



Lundi 5 novembre 2012

Le flic de Sarkozy en rêvait, celui de Hollande le fait !

Manuel Valls, pire que Claude Guéant : c'est la leçon à tirer de l'arrestation, pour ses seules opinions politiques, de la militante indépendantiste basque Aurore Martin, jeudi dernier 1^{er} novembre, par la police française.

Aurore Martin est membre du parti Batasuna, parti interdit en Espagne en 2003, mais légal en France. En 2010, un juge espagnol avait demandé à la France son arrestation, avec pour seuls griefs sa participation à ce parti et à des réunions publiques. Rien d'illégal dans le droit français, et pourtant la police de Hollande vient de la livrer aux juges espagnols.

En juin 2011, la police avait bien tenté d'arrêter Aurore Martin dans le centre de Bayonne, mais devant la réaction de dizaines de personnes alertées, elle avait dû abandonner l'opération. Après cela, le gouvernement Sarkozy et le ministre Guéant n'avaient pas osé refaire une deuxième tentative.

Mais Hollande et Valls, eux, l'ont fait ! Arrêtée lors d'un contrôle routier prétendument fortuit, elle a été livrée le soir même à la police espagnole. Présentée devant un juge à Madrid, elle attend maintenant en prison de passer en procès. Cette arrestation scandaleuse a provoqué une vive émotion au Pays basque.

C'est aussi un signal que donne ce gouvernement. Il veut prouver qu'il n'hésite pas à réprimer, quitte à bafouer un droit démocratique des plus élémentaires comme celui de défendre ses opinions politiques publiquement ! L'humanisme tant promis par le candidat Hollande est décidément bien oublié !

Valls, le ministre de l'Intérieur, aime jouer des muscles. Mais ce qu'il appelle « la fermeté » ne s'applique pas à tous.

Le gouvernement ne s'en prend pas aux patrons qui licencient, ni aux riches qui cherchent à éviter de payer des impôts. Et les milliers de patrons qui violent les lois chaque jour dans leurs entreprises, savent bien qu'ils n'ont rien à craindre du gouvernement de François Hollande et Jean-Marc Ayrault.

Le ton a été vite donné par le nouveau gouvernement.

D'abord, avec les nombreuses opérations d'expulsions de campements de Roms. Pendant l'été, il y a eu 2 000 personnes chassées sans ménagement dans des opérations policières musclées au petit matin. Et cela continue. En quelques semaines, Valls a égalé Guéant sur le terrain d'une démagogie xénophobe qui s'abat sur les plus pauvres.

Face aux opposants à la construction de l'aéroport de Notre Dame des Landes (ce projet de prestige si cher au premier ministre Jean-Marc Ayrault, élu dans la circonscription), 1 200 gendarmes ont été déployés pour les déloger. Une opération de grande envergure et particulièrement brutale qui dure depuis plus de deux semaines... Au plus grand profit d'abord des affaires de l'entreprise Vinci, qui a décroché le contrat pour la construction de cet aéroport, chiffré en centaines de millions d'euros.

Les subventions aux licenciés, les gaz lacrymogènes aux travailleurs

Au nom de la « compétitivité », tant vantée par le rapport Gallois, le gouvernement socialiste est aux petits soins pour les licenciés. On voudrait nous culpabiliser et faire croire que les responsables du chômage, ce ne sont pas ceux qui licencient, mais les travailleurs ! C'est ainsi que ce gouvernement socialiste aux ordres de Peugeot, Ghosn et leurs semblables du CAC 40, s'est déjà attaqué aux travailleurs en lutte pour leurs emplois. Comme ce 9 octobre dernier au Salon de l'Auto, quand il a aligné les CRS munis de gaz lacrymogènes contre les travailleurs, en particulier ceux de Citroën-Aulnay, venus dénoncer les licenciements programmés par PSA.

Cette gauche ne cherche même plus à se distinguer de la droite, ni dans la politique, ni dans ses méthodes répressives. C'est sans aucun masque qu'elle se montre au service de l'ordre établi, c'est-à-dire celui de la bourgeoisie.

A nous, travailleurs, de rassembler nos forces et de riposter comme il se doit.

Ce dont on a besoin, on le veut et on l'aura

Depuis quelques temps, des centaines de revendications spécifiques des salariés ont été collectées. Les travailleurs sont réalistes et savent bien ce dont ils ont besoin si on les oblige à partir. Ces revendications sont légitimes. Ils savent aussi qu'ils font face à une direction qui n'a jamais lâché un centime sans lutte sérieuse des travailleurs. Ils savent aussi que PSA peut compter sur l'appui du Medef et du gouvernement pour refuser ces demandes.

Si la direction dit oui à nos revendications, tout va bien. Mais si elle dit non ?

Les travailleurs d'Aulnay, s'ils ne veulent pas se retrouver dos au mur devront chercher des appuis, se défendre « tous ensemble » avec les salariés des autres entreprises menacées de licenciements et de suppression de postes, et qui ont les mêmes revendications vitales que nous.

PSA promet, ID Logistics disposera

Lors du briefing de la semaine dernière, la direction a annoncé que ID Logistics s'implanterait sur le site d'Aulnay et proposerait 600 emplois. Rien ne garantit que ces emplois soient réservés aux salariés actuels. ID Logistics, qui a déjà repris d'autres sociétés en liquidation ces dernières années, veut-elle uniquement profiter de subventions publiques dans le cadre d'une « réindustrialisation » du site, et alors à la fin des aides quel avenir donnerait-elle à Aulnay parmi la petite centaine de sites qu'elle possède dans le monde ?

Si ceux de Roissy et du Bourget étaient restructurés sur Aulnay, comment trouver de la place pour les 600 travailleurs d'Aulnay comme promis par la direction ?

Choc de compétitivité ou d'exploitation ?

Ce lundi, l'ex-patron de la SNCF puis d'EADS, Louis Gallois, présentait à Hollande son rapport sur la « compétitivité ». Au menu, gel des salaires, augmentation du temps de travail, flexibilité des horaires pour les travailleurs. Pour les patrons, exonérations de charges sociales à hauteur de trente milliards d'euros compensées par une hausse de la TVA et de la CSG.

Encore un programme pour gaver ces patrons, pourtant la bouche déjà pleine de profits, tout en accroissant l'exploitation.

Gisements de lutte

Depuis maintenant 3 mois, une vague de grève secoue le secteur minier d'Afrique du sud. Plus de 100 000 mineurs ont fait grève pour des augmentations de salaires. Les patrons ont riposté en licenciant bon nombre d'entre eux, mais la solidarité joue et l'activité ne repart pas.

La police tente de mater le mouvement par la répression, d'autant plus que dans l'automobile, le transport ou l'énergie, l'idée se propage de réclamer plus que les salaires misérables actuels. Les syndicats officiels semblent dépasser par des travailleurs lassés de la corruption et des inégalités qui n'ont fait que s'accroître depuis la fin de l'apartheid.

L'ouragan « Sandy » : une catastrophe pour la riche Amérique, un cataclysme pour Haïti

Près de 100 morts aux USA et au Canada, environ 50 milliards de dollars de dégâts, des millions de personnes sans électricité et sans chauffage et la ville de New York encore en partie paralysée. A force de commenter cette catastrophe, les médias semblent oublier que Sandy a frappé plus durement encore Haïti, l'un des pays les plus pauvres de la planète, déjà dévasté voici deux ans par un terrible séisme. Ils sont encore 370 000 à vivre dans des abris de fortune et le choléra a déjà tué 7 550 personnes. L'ouragan a ajouté son lot de dévastations : récoltes détruites à 70%, bétail décimé, routes coupées et menace aggravée du choléra.

La présidence « normale » d'Obama

Après 4 ans de présidence, le bilan d'Obama est dans la droite ligne de son prédécesseur Bush.

Le camp de détention de Guantanamo n'a toujours pas été fermé. En un an de présidence, Obama a fait tirer plus de missiles de drones que Bush en huit ans. Le nombre d'expulsions d'immigrés a atteint le record de 400 000 par an, essentiellement parmi les Latinos ! L'écart de pauvreté entre Blancs et Noirs a même augmenté.

Bien sûr, l'autre candidat Romney compte poursuivre cette politique guerrière, anti pauvres ou contre les droits des femmes. Avec l'un comme avec l'autre, seuls les intérêts des riches capitalistes américains seront défendus au détriment des travailleurs.